

Editorial



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/120>

DOI : 10.4000/grm.120

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

« Editorial », *Cahiers du GRM* [En ligne], 1 | 2011, mis en ligne le 28 mars 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/grm/120> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.120>

EDITORIAL

Par la publication de ce premier Cahier consacré au thème « Penser (dans) la conjoncture », nous livrons aux lecteurs ce qu'il a été possible jusqu'ici d'articuler de la problématique dans laquelle le Groupe de Recherches Matérialistes a choisi d'inscrire son travail. Le Cahier regroupe une série d'études présentées et discutées au cours de la deuxième année du séminaire régulier du GRM. Avant d'aborder cette problématique, il sera utile de rappeler les points qui singularisent la pratique du GRM, et qui ont partie liée avec le rapport qu'il a instauré avec la question de la conjoncture.

Le Groupe de Recherches Matérialistes n'est pas un laboratoire universitaire, bien qu'il soit attaché à des organismes académiques ; il n'est pas non plus une collection de personnes travaillant dans un même champ disciplinaire ou sur un même courant de l'histoire des idées. Ce qui rassemble les trajectoires assez différentes qui s'y rencontrent, c'est une interrogation commune autour du destin de ce vaste et contradictoire ensemble de concepts, discours et pratiques qui, s'inspirant de la référence marxiste et communiste, a profondément marqué les deux derniers siècles, mais dont l'histoire peine aujourd'hui à redevenir lisible. Notre conviction est qu'une réflexion sur les formes d'une politique d'émancipation, pour aujourd'hui et pour l'avenir, ne saurait d'aucune manière faire l'impasse sur les enjeux et les questions que les héritages, les métamorphoses et les dérives de ces traditions théoriques et pratiques continuent de représenter. Notre travail se veut, entre autres choses, une pratique de *réappropriation des significations* qu'ont impliquées

les corpus de la pensée révolutionnaire, marxiste, communiste, anarchiste, aux XIXe et XXe siècles.

Une « politique d'émancipation »... Il y a quelques années encore, ce concept aurait été difficile à proposer comme un horizon possible pour la réflexion et l'agir dans le monde d'aujourd'hui. Il ne fait aucun doute que le XXe siècle fut marqué par l'expérimentation à une échelle très vaste des formes possibles de réalisation d'une politique s'inspirant des principes d'égalité et d'universalité, de critique de la division du travail, de refus de toute naturalisation des inégalités qui structurent les sociétés humaines divisées en classes. Une politique qui a remis en question l'oppression immémoriale de vastes masses humaines, les lois soi-disant de fer de l'économie capitaliste, les nécessités prétendument inébranlables de la concentration de l'agir politique par un appareil séparé. Telle a été la signification essentielle de la tentative que le XXe siècle a connu sous le nom de *communisme*, et dont les référentiels politiques furent la théorie de la Révolution, le Parti comme forme organisationnelle, et un système d'États et de formes sociales qui furent le fruit, direct ou indirect, de la première révolution victorieuse, la Révolution d'Octobre, censée, aux yeux de ses protagonistes et de ses fidèles, clore le siècle des tâtonnements et des échecs sanglants, le « long » XIXe siècle de juin 1848 et du massacre de la Commune. Mais l'épopée communiste du XXe siècle s'est soldée par un échec désastreux amené par les conditions mêmes de la victoire. L'histoire est bien connue : de la transformation des sociétés post-révolutionnaires en sociétés inégalitaires, oligarchiques, fondées sur une police idéologique sclérosée et où toute souveraineté des travailleurs était inconnue, à l'effondrement du système soviétique et à la crise radicale du mouvement ouvrier en Occident, en passant par l'échec des tentatives de faire repartir sur des bases différentes le processus de création politique émancipatrice¹, il a été possible de

¹ On fait allusion ici en particulier au communisme chinois, aux mouvements antagonistes en Occident pendant les années 1960 et 1970 et aux processus de libération du Tiers Monde, qui ont fait l'objet du travail du GRM en différentes séquences. Des Cahiers ultérieurs y reviendront.

penser que l'histoire du mouvement communiste ne représenterait désormais qu'un chapitre clos, un cul-de-sac de la marche de l'histoire définitivement soustrait à toute interrogation ultérieure. La psychologie de l'illusion et le ressentiment moralisant ont étouffé pendant deux décennies la simple possibilité d'une réappropriation cohérente et d'une anamnèse rationnelle d'une histoire à la fois tragique et épique qui a changé l'existence de millions d'être humains et qui visait à écrire une page inédite de l'histoire universelle, par-delà l'éternel retour de l'inégalité et de l'oppression.

Ce n'est que récemment que le signifiant « communisme » a pu être articulé à nouveau, en se présentant comme un horizon plausible à re-méditer et à re-proposer. Témoignent de ce retour du Spectre d'Europe, même s'il revient surtout hanter les domaines de la spéculation et de la culture générale, le retentissement de philosophes dont la pensée est inséparable de leur lien au refoulé du XXe siècle – Alain Badiou, Jacques Rancière, Antonio Negri, Slavoj Žižek... – et le colloque londonien de 2009 consacré à « L'Idée du communisme », visant explicitement à déployer les trajets pluriels d'une perspective communiste renouvelée¹.

Le GRM s'inscrit, de façon autonome, mais nullement auto-référentielle, dans cette résurrection du Spectre que la crise des systèmes politiques et économiques dominants, et les craquements du consensus libéral des années 1980-1990, semblent avoir échoué à conjurer. Si l'on voulait définir d'une formule l'effort mené dans le cadre de cet ensemble de tentatives de réactivation du signifiant « communisme », on pourrait suggérer que la singularité du travail du GRM consiste à insister sur la nécessité d'une anamnèse explicite et systématique des clivages et des effets des discours et des pratiques, multiples et souvent conflictuels, en quoi consistait la

¹ Bien entendu, il faudrait encore déterminer jusqu'à quel point ces différents trajets parviennent à trouver une médiation avec des pratiques politiques distinctes de la simple hyperbolisation de la démocratie radicale, de la social-démocratie ou des luttes pour les droits individuels. Mais ces questions ne sont pas l'objet de cet éditorial, pour la simple raison que nous ne croyons pas disposer d'une réponse.

réalité historique du mouvement communiste. Ce que nous voudrions interroger, ce sont les pensées saisies dans leur émergence, dans l'acte de l'efficace historique qui a été la leur, du fait d'être prises dans un ensemble très complexe de structures, d'institutions, d'organisations – tout ce qui donne une forme et une durée aux médiations entre les principes et les forces sociales, le réel des axiomes d'émancipation et la matérialité des intérêts et des contradictions, les décalages (et l'efficace) des discours et les conditions historiques des subjectivations.

De ce point de vue la leçon d'Althusser, indépendamment de toute fidélité d'école, à laquelle du reste cet auteur se prête mal, a été décisive. On peut développer de manières très différentes l'œuvre aporétique de l'auteur de *Pour Marx*. Nous avons choisi de nous inspirer du rapport qu'il a établi – pratiquement seul parmi les marxistes de son époque – avec ces dispositifs pratico-discursifs que sont les textes de la tradition révolutionnaire. En élaborant la théorie de la coupure épistémologique qu'il a repérée chez Marx, Althusser s'est forgé non seulement le moyen d'établir une périodisation de l'œuvre épousant le long effort pour s'affranchir du champ idéologique dans et par lequel Marx était d'abord déterminé à penser en son temps et pour conquérir la détermination de la science matérialiste des formations sociales, mais aussi un instrument remarquablement efficace pour ouvrir ce que l'on pourrait appeler une analyse de l'inconscient du marxisme, c'est-à-dire toutes les formes de refoulé produites *par la coupure elle-même*, en aiguisant une infatigable vigilance aux rejets qui en reviennent dans le discours théorique marxiste sous forme de non-dits, de métaphores ou de quasi-concepts ambigus, d'équivoques et de contradictions. À considérer non seulement ce qu'il dit de la coupure, mais la mise en pratique de sa thèse *dans sa lecture de Marx*, comme *dans sa lecture d'autres théoriciens marxistes*, il est patent qu'elle fonctionne dès le début comme un analyseur des résurgences, à la faveur des facteurs actuels qui en conditionnent chaque fois les modalités et les enjeux théoriques et politiques dans la lutte des classes, des idéologies scientifiques et philosophiques *dans* le matérialisme marxiste. D'où

l'affirmation précoce du caractère « continué » de cette coupure ou du commencement qu'elle inaugure, qu'elle n'en finit pas d'inaugurer — « car ce commencement-là n'aura pas de fin » —, et qui n'est finalement qu'une autre façon de dire que la *thèse* matérialiste, la démarcation du marxisme comme matérialisme, est l'acte d'une analyse interminable des retours de son refoulé. Cet analyseur permet alors d'envisager les propositions théoriques des auteurs marxistes en les confrontant aux ambiguïtés du texte lui-même, de leurs propres textes, en les situant par rapport aux équivoques et aux tensions, aux blocages et aux contraintes, tout comme aux possibilités inexplorées, aux chemins non empruntés, qui insistent dans le processus de production des concepts en en révélant symptomatologiquement l'enchevêtrement avec les rapports sociaux, les contradictions structurales, les positionnements subjectifs, les aléas des désirs et des jouissances dans leur dimension politique.

De là, notre interrogation mobilise un travail conjuguant plusieurs dimensions, où l'étude des *concepts* et des *théories* croise celle des *pratiques* et des *événements* : une *dimension philosophique*, portant sur les enjeux d'une détermination spécifiquement *matérialiste* du travail du concept, visant les conflictualités internes aux pratiques théoriques et aux énoncés tant scientifiques qu'idéologiques ; une *dimension historique*, qui s'intéresse, d'une part, à l'incorporation des discours marxistes dans les mouvements sociaux, et, de l'autre, aux transformations des théories marxistes par leur inscription dans l'histoire politique et sociale ; une *dimension épistémologique*, concernant les rapports — d'opposition, d'intégration partielle, de conflit et de transformation mutuelle — du *matérialisme historique* avec le champ des sciences humaines et sociales (historiographie, anthropologie, linguistique, psychanalyse, sociologie, géographie, etc.).

Telle est la cartographie générale de notre problématique. Mais ce qui rassemble également nos différentes trajectoires, c'est indissociablement, et de façon plus effective qu'une simple unité thématique, une certaine manière de « pratiquer la connaissance », de produire des savoirs, en nous articulant autant que faire se peut dans

un travail collectif – ce qui n’a en rien l’évidence d’une déclaration de principe, cette dimension collective ne préexistant pas à l’effort spécifique pour la constituer, ne serait-ce que parce que les institutions universitaires d’une manière générale n’y prédisposent guère. Attentifs à la double inscription des pratiques dans les discours et des concepts dans l’histoire, nous considérons impossible de produire une discursivité, un travail théorique, sans commencer par nous poser, ou nous reposer constamment à nous-mêmes, le problème de la pratique qui informe et engendre les analyses et les études que nous proposons – ce qui ne revient nullement à assimiler à bon compte la pratique *théorique* dans laquelle nous sommes engagés à une pratique *politique* au sens propre. En ce sens, le Groupe de Recherche Matérialistes opère afin d’affirmer de plus en plus nettement sa vocation à être *une structure de production théorique collective* : il s’agit d’une tentative d’organiser un intellect collectif incarné dans un système de pratiques déterminées, réfléchies dans leurs effets en même temps qu’elles sont expérimentées, donc incessamment discutées et réorientées. Il y va de pratiques collectives d’écriture et de prise de parole, dans des rencontres périodiques où se développe notre recherche, où se discutent et se décident collectivement la ligne théorique générale, ses principales articulations, ses réorientations au fil des semestres ; des pratiques de connaissance collective, qui reposent sur une division du travail entre différentes sections de ce groupe prenant en charge tel ou tel segment de la ligne de recherche, et assurant la rotation des centres d’organisation et d’exécution des recherches ; des pratiques de diffusion en ligne de leurs résultats, y compris dans leur caractères hypothétiques ou provisoires, comme autant d’expérimentations théoriques dans notre tentative de réappropriation des significations impliquées par les corpus de la pensée révolutionnaire des XIX^e et XX^e siècles.

Le travail collectif dont on trouvera rassemblés ici les premiers jalons porte sur les *pratiques théoriques* « *sous conjoncture* ». Nous ne demandons pas « ce qu’est » une conjoncture, comme s’il

s'agissait d'établir une définition d'essence ou une détermination d'objet (un type de moments historiques, une manière de périodiser une époque, un rapport au présent). Nous nommons par « conjoncture » – écrire, penser, agir *sous conjoncture* – le lieu d'un problème, qui a pour détermination formelle une *disjonction* entre une pratique théorique et ses propres conditions historiques d'élaboration, d'intervention, de transformation. Les études qui suivent prennent pour objet des séquences de crise historique, sociale et politique, des situations de mobilisation et d'expérimentation de masse, que leur forme soit émeutière, insurrectionnelle ou révolutionnaire. Mais elles interrogent le sens spécifiquement conjoncturel de ces crises en analysant les effets disruptifs qu'elles produisent dans la pensée qui s'y rapporte. Nous entendons donc par « pratiques théoriques sous conjoncture » des interventions théoriques qui s'efforcent de prendre pour objet la situation actuelle dans laquelle elles sont « prises », lors même que cette actualité s'avère singulièrement difficile à objectiver. Soit des situations où, les rapports de forces changeant, les régimes collectifs d'énonciation dans lesquels se codifiaient leurs affrontements sont déstabilisés. Les schèmes d'intelligibilité du champ politique, les grilles d'interprétation des processus historiques, dont on croyait disposer quelque temps auparavant, se mettent à trembler ; les mots et les concepts qu'on utilisait la veille encore deviennent incertains, ambigus, brutalement évidés de leur sens, ou au contraire surchargés subitement d'implications idéologiques et politiques imprévues. Disjonctive, une conjoncture est un présent qui, quelle qu'en soit la durée, clive les modes de savoir du présent. Elle nomme un lieu historico-discursif lui-même scindé où les antagonismes politiques d'un coup envahissent la scène théorique. Analyser les analyses sous conjoncture, consiste dès lors à tester l'hypothèse que les répercussions des luttes collectives au sein des pratiques théoriques imposent à ces dernières des opérations conceptuelles, des gestes d'écriture et des procédures d'analyse *sui generis*.

À titre d'indicateurs heuristiques, on peut en chercher les effets dans des questions, en un sens très simples, mais qui prennent « sous

conjoncture » une intensité singulière. Comment, tout simplement, *qualifier* ce qui est en train de se passer ? Et comment cette qualification marque-t-elle déjà, dans l'ordre du discours théorique, une prise de position dans les rapports de forces en présence, tandis que ceux-ci s'intériorisent, pour ainsi dire, dans l'espace théorique ? Comment d'autres conjonctures passées sont-elles mobilisées pour penser la situation actuelle et en évaluer les tendances ? Quels sont les effets non seulement théoriques mais *politiques* de ces circulations analogiques ou transférentielles entre conjonctures passées et conjoncture présente ? Et quels en sont les effets d'aveuglement ou de méconnaissance corrélatifs ? Comment inscrit-on dans l'analyse du présent de telles complexités temporelles – les « retards » et les précipitations, les effets de répétition et les « anachronismes »... ? Comment s'y précipite, dans le vacillement des positions du sujet du savoir, comme des figures de son destinataire, l'instabilité des lignes de partage interne au discours théorique entre ce qui relève de la prise de connaissance de la situation « à l'ordre du jour » et ce qui relève de ses effets performatifs, réels ou escomptés, sur les agents collectifs engagés dans cette situation ? Comment y prépare-t-on par exemple encore, à travers l'anticipation de l'échec, sa mémorisation, donc sa capitalisation dans un processus déjà adressé à un sujet collectif à venir ?... Autant de questions adressées à ces analyses sous conjoncture, dont le référentiel est aussi le contexte de leur énonciation, dont elles subissent les vicissitudes et les antagonismes, les urgences et les aveuglements, dans une sorte de court-circuitage des rapports simplement représentationnels entre le discursif et l'historique. Autant de questions posées à ces écritures tendues vers l'urgence de leur présent, « interpellées » ou mobilisées par lui, c'est-à-dire assujetties à son « cas », qui souvent trahissent entre leurs lignes ne pas bien savoir ni ce qu'il est ni comment l'analyser, et qui s'efforcent encore de faire de cette incertitude même un lieu de production de vérité. C'est qu'en effet il n'y a aucune raison d'arrimer la vérité à l'anhistorique ; et c'est en ce sens que certaines des études qui suivent recourent à la notion de « dispositif de

véridiction conjoncturelle », pour analyser ces différentes tentatives faites pour constituer un discours sur la conjoncture dont il est contemporain comme une surface, inévitablement provisoire, d'enregistrement, d'authentification et de véridiction des processus historiques qu'il s'agit, dans l'urgence métamorphique de l'actuel, de s'approprier théoriquement et pratiquement.

Nous ne prétendons donc pas spécifiquement produire des études historiennes consacrées à telle ou telle conjoncture passée – bien qu'évidemment nous nous référions constamment à de telles études et y trouvions des ressources indispensables. Nous ne prétendons pas non plus faire œuvre de théorie générale sur ce qu'est une conjoncture, nous ne visons pas une philosophie de l'événement – bien que nous trouvions dans l'histoire des idées et des doctrines des suggestions précieuses. Si notre objet ne relève ni strictement de l'histoire sociale et politique, ni de la seule histoire des idées, c'est qu'il est par soi une contestation en acte de cette division même entre ces deux « histoires » ; et cette contestation, cette démarcation, ne fait qu'un avec la *position matérialiste* que nous prétendons tenir dans le champ théorique. C'est qu'en effet, tenir une telle position n'a rien à voir avec soutenir des thèses générales sur ce qu'est « la matière », sur ce qui est « matériel » et ce qui ne l'est pas, etc. – bref ce n'est pas la propriété particulière de certaines idées (on serait matérialiste parce qu'on aurait des idées matérialistes...). C'est faire valoir *dans* l'élément du discours théorique la présence et l'efficacité de forces et de rapports de forces qui lui sont hétérogènes, qui n'émanent pas de lui, et qui pourtant produisent en lui leurs effets. C'est faire donc valoir un *principe d'hétéronomie* de la pensée, et tenir que la théorie est toujours déjà travaillée par des forces non théoriques mais sociales, institutionnelles, historiques ; c'est travailler enfin à rebours du fantasme d'une conscience savante transparente à elle-même et pleinement maîtresse de ses propres opérations et de ses effets.

Un tel principe d'hétéronomie, nulle conception philosophico-politique de notre modernité ne l'a dégagé avec autant de force que le marxisme. Nulle autre aussi ne s'est confrontée plus

dramatiquement à ses difficultés. Il lui revient d'abord d'avoir formulé ce qui constitue peut-être le problème fondamental, en tout cas le problème-limite, de toute politique d'émancipation – de toute politique inscrite dans l'horizon de l'*autonomie de son sujet*, qu'on appelle ce sujet « le peuple », « les masses », « la multitude »... : celui de l'*hétéronomie de cette politique même*. Hétéronomie qui tient, en dernière analyse, aux conditions structurelles (sociales, économiques, idéologiques) dans lesquelles la lutte politique se développe et sur lesquelles les agents collectifs engagés n'ont jamais de maîtrise absolue. Ce qui signifie simultanément que la pratique théorique elle-même, pour autant qu'elle n'est jamais absolument « hors » de cet espace politique, est elle-même travaillée intérieurement par cette hétéronomie – le fantasme d'une connaissance autonome, pleinement maîtresse de ses propres conditions et ainsi pleinement consciente d'elle-même dans une transparence sans reste, étant encore une manière (en forme de dénégation ou de méconnaissance à quoi se reconnaît le travail de l'idéologie dans le savoir) de s'inscrire dans cet espace et d'être en elle-même divisée par lui.

En même temps, c'est une banalité de rappeler que le marxisme a eu le plus grand mal à tenir cette position matérialiste, à ne pas l'occulter au contact des difficultés que rencontrait sa *propre politique* – à ne pas dénier à son tour la manière dont la pratique théorique, lorsqu'elle devient politique, se confronte inévitablement à sa propre hétéronomie –, et cela dans les phases mêmes de mobilisation de masse, émeutières, insurrectionnelles, révolutionnaires, qui devaient priver le travail de l'abstraction conceptuelle comme celui de l'analyse concrète, du privilège qu'est censée traditionnellement leur garantir la position réflexive de l'intellectuel universel : une position en surplomb où se conjuguent l'illusion d'une extériorité par rapport aux antagonismes sociaux et le fantasme d'un « sujet supposé savoir » – supposé savoir le sens de l'histoire, le vrai sujet de l'action historique, la ligne politique juste.

C'est pourquoi il faut revenir sur ces tentatives d'analyse « sous conjoncture ». C'est bien là que l'on peut d'abord repérer

l'articulation que cet « objet » suppose, entre un processus d'appropriation *théorique* des formations sociales et de leurs vecteurs de transformation, dont le matérialisme historique a constitué le nom générique, et une *politique d'émancipation* se construisant à travers les dialectiques complexes de mouvements de masse et d'antagonismes de classe. Mais c'est aussi là que l'on peut repérer ce que cette articulation a de surdéterminé, donc d'irréductiblement problématique. Car la conjoncture insurrectionnelle ou révolutionnaire est, à la fois, un moment de vérité *pour la théorie* – le moment où le matérialisme historique doit pour ainsi dire faire les preuves de la positivité de son savoir –, et *pour la pratique*, elle-même qualifiée comme processus collectif de sortie de l'état de minorité. La conjoncture n'est que l'unité « impossible » de cette double inscription, où la réussite d'une entreprise émancipatrice s'articule à un pari quant à l'intelligibilité de l'histoire – ce qui n'est finalement que ce que Lénine désignait comme l'objet même du marxisme, « l'analyse concrète de la situation concrète ». Elle n'est donc que ce moment où doit s'opérer quelque transaction, dont rien ne permet de présupposer qu'elle n'ait qu'une seule formule, entre cette appropriation théorique des processus de transformation sociale, et une subjectivation politique dans des initiatives pratiques aux formes imprévisibles ; donc encore, le moment où la connaissance (le « dire vrai » de la conjoncture) doit donner des prises à la politique (le « faire juste » de l'intervention), et où en retour cette dernière produit des effets de vérité pour le savoir en devenir du présent ; donc enfin, le moment où s'aiguise le risque *strictement corrélatif*, et dont on ne peut par conséquent jamais se prémunir une fois pour toutes, d'une coïncidence illusoire de la production de savoir et de l'anticipation tactique et stratégique, coïncidence telle que le travail de connaissance tend à devenir une simple idéologie asservie à la direction stratégique, cependant que la décision politique se contente de s'autoriser d'une Théorie infalsifiable, se rend aveugle à son nécessaire travail de rectification, et renverse paradoxalement le moment d'épreuve de l'intensité

historique par excellence qu'est la conjoncture révolutionnaire dans une dénégation de l'historicité.

Mais c'est encore là une raison de revenir aux analyses concrètes de la situation concrète héritées des grands cycles de lutte des deux derniers siècles. De réinscrire les instruments conceptuels qui s'y sont forgés dans la complexité de cette histoire : histoire théorique bien sûr, mais toujours déjà affectée intérieurement par l'histoire sociale, économique, politique, idéologique, qui en réorientait les significations, les faisait bifurquer ou les bouleversait suivant les revirements des conjonctures. Ce qui revient à dire que les concepts dans lesquels on interroge à notre tour les conditions de politiques d'émancipation aujourd'hui sont toujours marqués par les conjonctures dans lesquels ils ont été forgés ou transformés, marqués aussi par les effets non théoriques qu'ils ont produit dès lors qu'ils s'incorporaient dans des institutions, des organisations, des agents collectifs qui se les appropriaient dans leurs pratiques. Les concepts ont une mémoire, mais qui n'est pas purement conceptuelle. En ce sens les concepts de la politique ne sont jamais « purs », et c'est précisément leur impureté spécifique qui doit être analysée : par quoi se définit notre position matérialiste dans la pensée politique de l'émancipation.